

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 10 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTAL RAFFINAGE FRANCE

Plateforme de Donges
CS 9005
44480 Donges

Code AIOT : 0005501563 / Référence: UD35/2025-267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement TOTAL RAFFINAGE FRANCE implanté 12 rue de la Croix Rouge BP 37 35770 Vern-sur-Seiche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'un exercice interne du site mobilisant le Fourgon « Très Grande Puissance » (TGP) afin de tester sa mise en œuvre sur le site de Vern sur Seiche et l'adaptation des procédures à son usage.

Le déroulé chronologique des opérations est repris en 2 annexes jointes, l'une décrivant les opérations en salle et l'autre sur le terrain.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL RAFFINAGE FRANCE
- 12 rue de la Croix Rouge BP 37 35770 Vern-sur-Seiche
- Code AIOT : 0005501563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt pétrolier est situé sur la commune de Vern-sur-Seiche, en Ille-et-Vilaine (35), au 12 rue de la Croix Rouge. Il se situe à 700 m au Nord du centre-ville de Vern-sur-Seiche et au Sud-Est de l'agglomération de Rennes.

Les installations du site de Vern-sur-Seiche sont composées :

- D'un terminal d'arrivée de la canalisation de transport Donges-Vern : celle-ci achemine les hydrocarbures liquides de la plateforme de Donges jusqu'au dépôt de Vern-sur-Seiche,
- Des stockages aériens d'hydrocarbures liquides : gazole, essence et fioul, classés sous la rubrique 4734.2,
- Des stockages aériens d'EMAG (Ester méthylique d'acide gras), biocarburant incorporé au gazole,
- Des stockages enterrés et aériens d'additifs pétroliers, et d'une cuve aérienne de colorant, et des stockages enterrés d'éthanol : l'ensemble des éthanol et additifs sont classés sous la rubrique 4331,
- Une installation de chargement de camions-citernes (2 îlots dôme et 6 îlots source),
- Une unité de récupération des vapeurs (URV),
- Des installations auxiliaires.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération Interne – Elaboration	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne – Contenu et exercices	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100	Sans objet
4	Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e	Sans objet
5	Plan d'Opération Interne – Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d	Sans objet
6	Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de l'exercice a été atteint, la mise en œuvre du fourgon a pu être réalisée, seules deux pistes d'amélioration résultent de cet exercice. Les inspecteurs ont noté une organisation professionnelle des équipes et un soutien utile à distance des équipes de DONGES, ce qui permet à l'équipe de Vern sur Seiche de questionner utilement sa lecture de la situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne – Elaboration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

<p>Constats :</p> <p>Le POI est établi et une version en date du mois de décembre 2023 a été communiquée aux services d'inspection.</p> <p>Le document est disponible pour les opérateurs au PC exploitant.</p> <p>Le document est consulté dès le début de l'exercice afin de garantir l'intégralité des étapes à mettre en œuvre .</p> <p>Les opérateurs devant intervenir directement sur les installations portent les EPI idoines.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan d'Opération Interne – Contenu et exercices

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les acteurs identifiés dans le POI ont fait l'objet d'une communication des éléments de l'exercice en cours qu'ils soient représentants de la commune, des prestataires intervenants ou des acteurs étatiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>

<p>Constats :</p> <p>Les mesures qui ont été déployées correspondent à un scénario extrême où l'ensemble des autres mesures ont échoué à juguler le développement du sinistre. Ces mesures ont été déployées conformément à l'attente, seuls quelques éléments sont à améliorer et à intégrer aux procédures du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément au déroulé chronologique annexé au présent rapport, deux éléments présentent des pistes d'amélioration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lors du lancement du scénario, l'enclenchement manuel des mesures de réduction du risque auraient dû comprendre la mise en œuvre des déversoirs au sein de la cuvette, ce qui n'a pas été le cas, les vannes correspondantes étant restées fermées. L'exploitant s'assurera de la mise en œuvre des déversoirs en cas de déclenchement manuel et recherchera l'origine de la défaillance afin de s'assurer de la disponibilité des déversoirs. - Lors de l'arrivée du fourgon TGP, la question de son mode d'entrée sur le site a été soulevée. Ce point doit faire l'objet d'une anticipation inscrite au POI pour ne pas perdre de temps lors d'un éventuel sinistre le requérant.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 4 : Plan d'Opération Interne – déclenchement PPI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-e</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des éléments requis pour la prise de décision de l'enclenchement du PPI ont été communiqués à l'autorité préfectorale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan d'Opération Interne – Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-d
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
Constats : L'alarme a été correctement mise en œuvre ainsi que l'ordre d'évacuation, les deux étant audibles en tout point du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Constats : L'astreinte du prestataire ayant pour mission de réaliser les premiers prélèvements environnementaux en cas de sinistre a été mobilisée. Le délai d'intervention est cohérent avec la survenue du sinistre. Les renseignements préalables ont permis de définir les produits de décomposition attendus et d'adapter ainsi la stratégie de prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite